Cent quinze soldats allemands condamnés de droit commun sont encore prisonniers à Avignon

Manifestations en Allemagne pour réclamer leur libération

Berlin, 13 juin. — Dans plusieurs villes de l'Allemagne des démonstrations d'ex-prisonniers de guerre ont eu lieu pour réclamer la libération de 115 soldats allemands qui se trouvent encore prisonniers à Avignon.

Une démonstration à laquelle ont pris part quelques milliers de personnes a eu lieu dans ce but au Lustgarten de Berlin.

Le Président du Reichstag Loebe, le baron Von Lersner et le professeur Schucking ont prononcé des discours.

Un ordre du jour a été voté pour réclamer du gouvernement une action immédiate en vue d'obtenir la libération de ces prisonniers.

Note : Il convient de noter que ces soldats ont été retenus en France, parce qu'ils étaient tous condamnés de droit commun.

L'INVENTEUR DU CINÉMA EST MORT PAUVRE

L'inventeur du cinéma vient de mourir à Londres dans la plus grande pauvreté. Sa destinée est celle de bien d'autres inventeurs. Mais lorsqu'on songe à la fortune extraordinaire de sa découverte, à la vogue dont elle jouit, aux sommes formidables qu'elle a fait gagner à ceux qui ont su l'exploiter, le sort de son créateur semble particulièrement lamentable.

C'est en 1889 que M. W. Friese Greene fit ses premières expériences, sur plaques de verre tout d'abord, puis sur rouleau de celluloïd. Il dépensa 10.000 livres dans ses recherches, s'endetta et fut emprisonné pour insolvabilité. Tout ce qu'il possédait fut saisi et vendu. Les années se passèrent sans améliorer son sort et, en 1915, quelques amis durent ouvrir une souscription pour le secourir. Enfin il trouva une situation dans une maison de photographie en couleurs.

Il est mort subitement, à une réunion des représentants de l'industrie du film, où il avait pris la parole, au milieu de gens dont son génie a fait la fortune.

HENRI GIRARD inculpé d'empoisonnement, de faux et usage de faux, vient de mourir

Paris, 13 juin. — Henri Girard, ce courtier d'assurances, qui devait comparaître prochainement devant le jury de la Seine, sous l'inculpation d'empoisonnement, de faux et usages de faux, vient de mourir des suites d'une phtysie galopante, à la prison de Fresnes.

On sait que les crimes attribués à Girard font de cette affaire une des plus sensationnelles de ces vingt dernières années.

En juillet 1918, on arrêtait Girard, sa femme et son amie, Mme Doneteau, qui furent d'abord inculpés d'escroqueries, faux et usage de faux. Girard avait assuré sur la vie, à leur insu, plusieurs de ses amis ou des amies de sa femme, s'était porté bénéficiaire des assurances et, à la mort de deux de ces assurés, Mme veuve Monin et M. Pernotte, avait touché des primes de 40.000 puis de 125.000 francs. Mais, au cours de l'enquête, la méfiance d'une des Compagnies d'assurances s'éveilla. Une enquête fut ouverte et le docteur Derrieux, médecin légiste, fut chargé par M. Bonin, juge d'instruction, de rechercher les causes des décès de Mme Monin et de M. Pernotte.

Le rapport du docteur Derrieux conclut, d'après le résultat des autopsies, que la première avait succombé à l'ingestion d'un verre de quinine mêlé d'extrait d'un champignon vénéneux (la fausse orange). Le second avait absorbé des bacilles typhiques. Or, Girard s'occupait très activement d'études bactériologiques. Il préparait secrètement des bouillons de culture; il recueillait les champignons vénéneux. Des bouillons de culture et des champignons vénéneux furent trouvés à son domicile.

Girard et ses complices furent alors inculpés d'empoisonnement. Ses complices, qui sont plus particulièrement impliqués dans les affaires de faux, comparaîtront devant les assises en juillet prochain.

MORT SUSPECTE D'UNE ANCIENNE ARTISTE

Paris, 13 juin. — L'ancienne artiste Dolly Dolly, âgée de 35 ans, a été trouvée morte dans la chambre qu'elle occupait, dans un hôtel de la place du Capitole, à Toulouse.

Une bouteille contenant de l'éther, se trouvait au chevet du lit, près de la tête de la jeune femme, qui tenait encore dans sa main un tampon d'ouate appliqué sur la bouche.

Après un examen médico-légal, il a été décidé que le corps serait transporté à la Faculté de médecine, aux fins d'autopsie, la mort paraissant suspecte.

Une Exposition de la Maternité

Après-demain va s'ouvrir, à Paris, sous le haut patronage du président de la République et avec un discours du ministre de l'Hygiène, une exposition nationale de la maternité et de l'enfance.

L'idée de cette exposition, née au sein du Conseil supérieur de la natalité, tout de suite adoptée par les pouvoirs publics, réalisée enfin par l'énergie de quelques-uns et la bonne volonté de tous, semble avoir été la conséquence et l'aboutissement d'un long mouvement d'opinion, ou plutôt d'inquiétude qui, commencé avant la guerre, s'est précisé et aggravé au lendemain de la paix.

Il ne suffit pas de vaincre, en effet, il faut survivre à la victoire.

La guerre a donc dramatisé en France la question de la natalité, qui n'est pas neuve, car elle a mis en une évidence pathétique la force du nombre.

Or, dans tout le cours de son histoire, la France avait eu le nombre : elle ne l'a plus.

Ainsi, malgré des avertissements déjà anciens, il semble que ce danger d'une défaite par la paix soit apparu à la nation avec la même brutalité qu'en 1914 le risque d'un anéantissement par la guerre. Après les sacrifices qui ont sauvé le monde et que le monde oublie, comment la France pourra-t-elle ne pas achever de mourir, ensevelie dans sa gloire? Ce n'est plus là une question théorique, un débat d'académie morale, mais une angoisse patriotique. C'est pourquoi depuis deux ans, s'est levée la cohorte de ceux que l'on appelle dédaigneusement « les repopulateurs officiels ». Il s'y rencontre de bons travailleurs, des esprits généreux et d'excellents écrivains. Ils ne sont pas tous des apôtres, à coup sûr, mais ils prêchent le peuple et gourmandent ses législateurs, invoquent l'Etat, entreprennent de réformer les codes, réclament de la Chambre qu'elle modifie les mœurs de la famille.

J'imagine donc qu'une exposition, où l'on verra figurée, comme dans un monde féerique, toute la grâce de l'enfance, où l'on verra représentée, comme dans une apothéose de gloire, toute la noblesse de la maternité, ne manquera pas, dans le moment présent, d'attirer les foules. L'art, l'hygiène, l'assistance sociale, les crèches et les pouponnières, les fêtes et les spectacles et jusqu'aux conférences, on voudra tout voir et tout entendre ; le peuple de Paris fera joujou avec ce beau jouet. Bref, le succès n'est pas douteux.

Mais quel sera l'effet moral de ce succès matériel?

Lorsqu'une théorie de la population s'est trouvée formulée, pour la première fois, au dix-huitième siècle, elle le fut dans un sens exactement opposé à celui d'aujourd'hui : il s'agissait alors de prévenir une surpopulation ; il ne s'agit plus à présent que de conjurer une dépopulation : différence qui suffit à montrer la complexité de la question.

C'est que, expression et condition de l'existence, la natalité participe de sa complexité fuyante. Par l'amour, elle dépend de la nature ; par la famille, de la société ; par la volonté, de l'individu. Comment cet instinct de la nature et cette volonté de l'individu se trouvent transformés, exaltés, déviés ou corrigés par la pression de cette société, voilà tout justement le problème aux mille aspects. Changez la religion d'un peuple, vous en changez la natalité ; mais vous changez aussi cette natalité en modifiant les conditions économiques, en développant la richesse et la propriété en diffusant l'instruction, en aggravant le luxe et l'égoïsme. Laquelle de ces causes est prédominante? Ne faut-il pas admettre au contraire qu'aucune de ces causes n'agit seule et que les fluctuations de la natalité, dans le développement historique d'un peuple, résultent à la fois de son régime religieux et politique, de son statut familial, de son état industriel, de ses mœurs amoureuses?

La vérité, sans doute, c'est que les mouvement de la natalité, chez un peuple, ne sont eux-mêmes que les symptômes d'un fait plus profond et plus général, de même que la fièvre ou la régularité du pouls, dans un organisme, manifestent seulement la maladie ou la santé.

Le spectacle des grandes décadences de l'histoire, en effet, Sparte qui ne trouve plus de soldats ; Athènes, qui semble s'endormir sur un lit de roses ; Rome, qui sombre dans la mollesse et la corruption, nous révèle que l'âme des nations comme celle des individus, est susceptible de larges oscillations et que sa volonté de vivre, son énergie intérieure peut offrir bien des degrés. Il semble que chaque société apporte un capital de force qui s'accroît ou s'use. Comme un « tonus » musculaire, comme un « tonus » psychologique, il existerait en fin de compte un « tonus » social. Selon ce degré de tonicité s'accomplissent un nombre plus ou moins grand de fonctions sociales et de fonctions plus ou moins difficiles : la vie des cités, par exemple, est moins pénible que la vie des camps ; les plaisirs coûtent moins que la vaillance, et c'est pourquoi les républiques grecques, anémiées par la fête, ne pouvaient pas recruter de défenseurs. Une nation en pleine vitalité, dans le même temps qu'elle a des enfants, gagne des batailles et de l'argent, édifie des monuments, produit des poètes et des artistes, autant que des héros et des marchands. Elle prolifère de toutes manières, s'épand au-delà de ses frontières, rayonne sur le monde. Les grandes floraisons artistiques suivent les grandes préoccupations publiques. Une nation qui s'use, au contraire, ne cesse pas seulement d'avoir des enfants, mais aussi d'avoir du génie, du courage, de l'initiative et de l'esprit d'entreprise ; en même temps qu'à la dépopulation, elle glisse au luxe, au vice, à la paresse et, pour les peuples modernes, à la névropathie, à la tuberculose, à l'alcoolisme, à la démagogie et au bolchevisme.

Il reste donc douteux qu'une exposition — même nationale — de la maternité et de l'enfance puisse accroître la somme d'énergie vitale dont la France, au lendemain d'une ruineuse victoire, puisse disposer encore.

Mais si cette exposition ne saurait rien changer à notre destinée démographique, ne serait-elle point, par sa seule existence, le signe même que cette destinée peut changer, qu'elle est déjà changée?...

Certes, il serait ingénu de croire à une restauration complète de l'esprit de famille et à l'unanime volonté des jeunes filles de se marier pour avoir beaucoup d'enfants.

Cependant, les dernières statistiques ne sont pas trop décourageantes et la progression du divorce accuse au moins celle de la nuptialité (comme on dit en beau langage de technicien). Il est certain, d'autre part, que les familles nombreuses sont devenues l'objet de la préoccupation publique et qu'elles s'évertuent elles-mêmes à ne point se laisser oublier : des revues se sont spécialisées dans la défense de leurs intérêts (l'une d'elles ne s'intitule-t-elle pas la «Femme et l'Enfant?» ; et la puériculture est en pleine vogue.

Ainsi, qu'une manifestation comme celle qui nous est annoncée doive apporter quelque remède à un mal séculaire, ce serait chimère de le croire; mais qu'elle ait pu être entreprise et réalisée, voilà du moins, pour le pays, un signe de bon augure, puisque, s'il ne suffit point de parler des enfants pour les faire naître, c'est assez parfois pour les faire désirer.

Gaston Rageot.

Petites Nouvelles

L'aviateur italien Camillo Pivori effectuait un vol, à Rio-de-Janeiro, en compagnie de l'ingénieur Cironi, quand son appareil fut précipité sur le sol, d'une hauteur de 200 mètres. Pivori a été tué sur le coup. M. Cironi a reçu des contusions multiples.

Un pêcheur a découvert, sous le pont d'un ruisseau, près du village de Bompas (Ariège), la partie inférieure du cadavre d'une enfant, paraissant âgé d'un mois environ, coupé en deux avec une scie. Le parquet de Foix a ouvert une enquête.

M. de Kahr est rentré à Munich. Jusqu'ici, tout est calme. Les employés de l'Etat et les syndicats chrétiens ne se sont pas joints à la grève. Le gouvernement, à l'issue du Conseil des ministres, a fait déclarer que la grève générale est injustifiée et que tout désordre sera réprimé.

Le terrible accident de chemin de fer qui s'est produit près de Villaverde (Espagne), a fait plus de victimes qu'on ne l'avait annoncé tout d'abord. On a retiré des décombres 25 morts; 30 personnes ont été blessées plus ou moins grièvement.

Au hameau de Buxerolles (Vienne), commune d'Ardentes, des inconnus ont attiré sur la route, vers minuit, les époux Limousin, âgés d'une soixantaine d'années, et les ont assassinés à coups de couteau et de revolvers. Les malfaiteurs ont ensuite emporté les économies que les victimes enfermaient dans le tiroir de leur armoire.

A Marseille, un violent incendie s'est déclaré dans un entrepôt de plantes médicinales. Des flammèches, portées par le vent, mirent le feu à une matelas-le située à une centaine de mètres plus loin. Ce second sinistre fut bientôt maîtrisé par les pompiers, qui continuent de combattre le premier, dont les dégâts sont déjà évalués à 500.000 francs.

A Belfast, une émeute s'est produite entre différentes fractions politiques. De nombreux coups de revolver ont été tirés. Cinq personnes ont été tuées par une explosion de bombe.

M. Harding a fait une déclaration, exhortant tous les citoyens américains à se rendre, pendant l'été, dans le camp militaire des citoyens. Il ajoute qu'il espère voir l'établissement d'un vaste système d'entraînement pour au moins 100.000 hommes par an.

M. Louis Franck, ministre belge des Colonies, est arrivé à Vichy, pour faire une cure thermale.

M. Louis Barthou, ministre de la Guerre, a offert, rue Saint-Dominique, un déjeuner, en l'honneur des généraux commandants de corps d'armée, qui n'avaient pu assister à celui de la semaine dernière.

A Colmar, le personnel d'une société d'édition, reprochant aux patrons de n'avoir pas respecté le tarif, a déclaré la grève. Plusieurs journaux paraissent, en conséquence, avec des moyens de fortune, mais avec le même format qu'ordinairement.

Lettre de Bruxelles

LA QUESTION MILITAIRE. — L'AVIS DU GÉNÉRAL MAGLINSE. — PAS DE SERVICE DE SIX MOIS. — RÉGIMENTS FLAMANDS ET WALLONS. — LA FUSION POUR MIEUX SE CONNAÎTRE.

(D'un correspondant particulier)

Bruxelles, 11 juin 1921.

On connaît, aujourd'hui, les déclarations faites par le général Maglinse, chef d'état-major général de l'armée belge, à la Commission militaire, contre le service de six mois, préconisé par les socialistes. A son avis, une grosse erreur a été commise en répandant dans le public cette idée : « Que la durée du service actif est réglée par les nécessités de l'instruction du soldat. »

Rien n'est plus faux. « C'est l'obligation de posséder sous les armes un effectif déterminé d'hommes instruits qui dominé toute la question. » Or, comme le contingent annuel est de 40.000 hommes, avec le service de six mois, dans le cas le moins défavorable, on aurait, pendant 6 mois, 15.000 recrues non instruites; pendant 3 mois, 30.000 recrues non instruites; pendant les 3 autres mois, 15.000 recrues non instruites et 15.000 instruites. « Il est impossible d'admettre une telle situation », conclut le général Maglinse. Elle ne correspond pas aux engagements de l'accord franco-belge. Sans doute, cet accord n'autorise pas la France à intervenir dans la politique intérieure du pays ; mais il impose aux contractants des devoirs mutuels que la Belgique ne peut méconnaître sans déshonneur. « Comment, en effet, se demande le général Maglinse, concevoir la mobilisation de nos forces nationales autour d'un noyau aussi peu consistant, et alors que notre pays est sans profondeur et largement ouvert aux entreprises ennemies? » Également « que deviendra le corps d'officiers devant cette réduction inévitable du nombre d'unités en temps de paix? » On parle, pour y faire face, des « rengagés ». « Il en faudrait 50.000, répond Maglinse, et on en a 12.000 peut-être. » L'Allemagne désarme, dit-on. Si l'on en avait la certitude, répond le général, on pourrait envisager la réduction de l'effort militaire. » Mais « nous sommes loin de compte », affirme-t-il, et il conclut en préconisant le **service de 12 mois :**

« Plus tard, si les circonstances sont favorables, on pourra envisager une réduction plus considérable des charges militaires.

» Mais, consentir, à l'heure présente, au service de six mois, serait, pour l'armée, un véritable suicide, et, pour le pays, une renonciation complète à la situation mondiale qu'il a conquise au prix de tant de sang et de tant de ruines. »

Les déclarations du général Maglinse, dont l'autorité, en la matière, est indéniable, ne laissent pas que d'impressionner ceux qui réfléchissent. Les socialistes n'en poursuivent pas moins leur campagne, fortifiés aujourd'hui par l'appoint de quelques députés catholiques flamingants, qui se rallient au service de 6 mois, dans l'espoir de faire triompher leur programme de recrutement regional. « Faites, disent-ils, des régiments flamands et des régiments wallons, vous instruirez les soldats dans leur langue, vous faciliterez leur formation, ce qui permettra de réduire à 6 mois, le temps de service. » Au point de vue politique, l'idée n'est pas mauvaise « a priori » ; mais elle ne répond pas à l'objection du général Maglinse, relativement au nombre insuffisant de recrues instruites que le service de 6 mois donnerait.

D'autre part, ceux que la question des langues n'aveugle pas, répondent que le mélange des flamands et des wallons dans les mêmes régiments, est de nature à faire apprendre, aux uns et aux autres, les deux langues nationales, et à développer en eux tout ce qui doit unir et non pas ce qui doit diviser les Belges. Se connaître plus intimement, s'apprécier les uns les autres, se comprendre et s'aimer, tels sont les fruits qu'espèrent, pour les wallons et les flamands, ceux qui ne veulent pas les séparer dans des régiments distincts.

Le Gouvernement n'a pas encore donné son opinion. Mais, ce n'est un mystère pour personne que l'accord n'est pas encore fait, dans son sein, sur cet important problème. Toutefois, le fait qu'il vient de créer définitivement l'armée d'occupation du Rhin, indique qu'il a conscience de ne pas être encore « au moment où nous pourrons affaiblir notre établissement militaire », comme M. Carton de Wiart l'a solennellement déclaré, il y a quelques jours, au Congrès des Cercles et Associations catholiques.

S...

L'EXÉCUTION IMMINENTE à Boulogne-sur-Mer de Routier, l'assassin de Hames-Boucres

La nouvelle de l'exécution imminente de Routier, l'assassin de Mme Marie Hennon, 66 ans, cabaretière à Hames-Boucres, a été connue à Boulogne dans la matinée d'hier lundi. On s'attendait à cette exécution, car on pensait bien que la clémence présidentielle ne s'exercerait pas en faveur d'Albert Routier, criminel sinistre, ayant accompli son forfait avec la complicité de Marceau Berty, 22 ans, ouvrier agricole, qui a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Nos lecteurs se rappellent l'assassinat au début d'octobre 1920 de Mme Hennon. Albert Routier, qui avait résolu de tuer la cabaretière, pour lui voler ses économies, avait longuement préparé son coup. Les deux hommes ont tout avoué et le 15 mars, la Cour d'assises du Pas-de-Calais prononçait les peines que l'on sait.

Depuis son incarcération à la prison des Quatre-Moulins, à Boulogne, Routier avait conservé l'espoir absolu que le Président de la République le graclerait parce qu'il s'est bien conduit durant la guerre et qu'il a été l'objet d'une citation. Marié et père de plusieurs enfants, sa femme est venue le voir presque chaque quinzaine.

On avait annoncé tout d'abord que l'exécution aurait sans doute lieu mardi en raison du départ de M. Deibler et des bois de justice dans la soirée de dimanche. D'après les renseignements qui nous parviennent de Boulogne, ceux-ci n'étaient pas encore arrivés dans la soirée de lundi et le Parquet de cette ville, à 7 h. 30, n'avait pas encore été prévenu.

Une conférence mondiale du coton s'est ouverte à Liverpool

Vingt nations y sont représentées

Liverpool, 13 juin. — La deuxième conférence mondiale du coton s'est ouverte à Liverpool aujourd'hui. Vingt nations y étaient représentées par 250 délégués dont 150 pour les Etats-Unis.

Les discours d'ouverture ont été unanimes à reconnaître que la situation qui existe actuellement en ce qui concerne le coton écru n'est que temporaire. Avec le retour aux conditions normales, une grande intensification de la production sera indispensable.

DEUX PLAINTES POUR ABUS DE CONFIANCE

Un aide-comptable disparaît avec 300.000 francs de bons de la Défense

Paris, 13 juin. — M. Goupil, notaire, 11, rue Louis-le-Grand, a déposé une plainte pour abus de confiance contre son aide-comptable qui a disparu ce matin, en emportant deux bons de la Défense nationale de 100.000 fr. et 200.000 francs qu'il devait aller négocier chez un agent de change.

Un garçon de bureau s'approprie une somme de 150.000 francs

Paris, 13 juin. — Le Comité américain de la rue Lyautey a déposé une plainte contre un de ses garçons de bureaux, nommé Silberman, âgé de 18 ans, qui a disparu depuis hier, en emportant une somme de 150.000 francs en billets de banque français.

Un jeune homme tue sa fiancée et se suicide

Paris, 13 juin. — Un drame est venu jeter la consternation dans une famille d'honnêtes travailleurs, venus jouir en paix, à Cagne, près de Pierrefitte, du repos dominical.

Il était environ 18 heures 30, quand la famille Bardet regagnait le pavillon qu'elle possède dans la localité. Arrivée place de la Mairie, la fille aînée, Berthe, âgée de dix-neuf ans, eut la surprise de se trouver en présence de son ex-fiancé, Maurice Minot, âgé de trente-sept ans et demeurant 1, rue Stendhal, à Paris, avec qui, depuis plusieurs semaines, elle avait cessé toutes relations.

Le jeune homme voulut avoir encore une explication, mais devant le refus de Mlle Berthe, sans un mot, il sortit un revolver de sa poche et fit feu par trois fois sur la jeune fille. Puis, tournant son arme contre lui-même, il se fit sauter la cervelle, se tuant sur le coup.

UNE MISSION FRANÇAISE VA PARTIR POUR LE CANADA

Paris, 13 juin. — Le Comité France-Amérique a décidé d'organiser une mission destinée à exprimer au Canada la gratitude de la France pour son intervention militaire et charitable dans la guerre.

La mission a pour objet spécial et exclusif d'aller au Canada. Elle inaugurera en même temps, à Montréal, le train-exposition franco-canadien. La mission apportera en hommage de reconnaissance un buste de Rodin que le Comité a spécialement fait fondre à cet effet, symbolisant la « France » après la victoire. Sur le piédestal qui supportera le buste, la mission apposera une plaque portant l'inscription suivante :

« *Au Canada, qui a versé le sang de ses fils pour la liberté du monde, la France reconnaissante*, 1914-1918 ».

Cette mission française est présidée par le maréchal Fayolle.

Les permissions de trente jours à la classe 19 pour les concours ou examens

Des permissions de 30 jours seront accordées aux hommes appelés avec la classe 19 qui auront à passer, en juin ou en juillet, soit un concours pour les emplois de l'Etat, soit un concours d'entrée ou de sortie pour les écoles, soit un examen pour les facultés.

Chronique Locale

ROUBAIX

AUJOURD'HUI, MARDI 14 JUIN :

Aujourd'hui, saint Rufin ; demain saint Modeste.

165e jour de l'année.

Soleil : Lever, 3 h. 48; coucher, 19 h. 53.

Lune : Premier quartier du 12. Pleine lune, le 20.

Caisse d'épargne : Séance de versement et de remboursements, de 9 h. à 10 h. 30.

AU RAVITAILLEMENT

Tous les jours aux Halles, Vente Libre de: Beurre, 11.50 le kil.; Confitures, 1.40 et 2.50 le pot; Chocolat 1.40 les 250 gr.; Fromage de Hollande, 9.00; Margarine, 6.50 le kil.; Cassoulet bœuf, 1.60 la boîte; Brosses diverses de tous prix.

VENTE LIBRE DE VIN ROUGE ET BLANC
1.30 et 2.00 le litre

POMMES DE TERRE DE HERVILLE
0.80 le kil. (2 kilos par personne)
Se munir de la carte de denrées

VENTE LIBRE DE CHAUSSURES
Salle des fêtes, rue de l'Hospice

SECOURS EN NATURE AUX CHOMEURS. — Par suite de changements survenus dans l'organisation, le service des secours informe les chômeurs que l'horaire de distribution des secours est modifié et prie les assistés de se présenter à la prochaine distribution, 29, rue Pellart, aux jours et heures ci-dessous :

Mardi 14: à 8 h., 30.001 à 31.200; à 9 h., 31.201 à 32.100; à 10 h., 40.001 à 41.00; à 11 h., 41.001 à 43.000; à 14 h., 43.001 à 45.800; à 15 h., 50.001 à 51.400; à 16 h., 51.801 à 53.800; à 17 h., 53.801 à 56.000.

Mercredi 15: à 8 h., 60.001 à 61.500; à 9 h., 61.501 à 62.900; à 10 h., 62.901 à 64.500.

NOS ARTISTES. — Nous apprenons avec plaisir que notre distingué concitoyen, M. Raoul Bénard, Prix de Rome, qui a terminé son séjour à la Villa Médicis, vient d'être classé premier dans le concours institué par la « Société des Artistes Français » pour le choix d'un modèle de plaquette à remettre aux familles des membres de la Société morts pour la France. Le jeune artiste a été choisi pour l'exécution de cette médaille.

MORT D'UN ANCIEN COMBATTANT DE 1870. — Nous apprenons avec regret la mort d'un ancien combattant de 1870-71, M. Jean-Baptiste Selosse, membre et ancien vice-président de la Société de Secours Mutuels Jeanne d'Arc, décédé dimanche, 131 bis, rue Jouffroy, à l'âge de soixante-et-onze ans.

Les obsèques de M. J.-B. Selosse seront célébrées le mercredi 15 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Michel.

La Société « La Jeanne d'Arc » invite ses membres à y assister.

DANS L'ENREGISTREMENT. — M. Balny, surnuméraire (Nord) est nommé receveur-contrôleur de 2e classe à Roubaix.

LE CERCLE HORTICOLE a tenu son assemblée générale dimanche, à 17 heures, au local, Café de la Poste, rue du Vieil-Abreuvoir, sous la présidence de M. D'Heilly, vice-président, qui a excusé M. Callier-Relof, président, indisposé.

Sur un apport de M. Maurice Callier, consistant en géraniums de « Poitiers rouges », un jury composé de MM. Wargnies, jardinier-chef de la ville de Roubaix; Delplace, jardinier-chef du jardin botanique de Tourcoing, et M. C. Laloo, chef jardinier à Roubaix, lui a décerné 4 points.

M. Goumy, administrateur au Service Agricole du département du Nord, a fait une très intéressante conférence sur les soins généraux à donner aux jardins; en retour, il a été chaleureusement applaudi.

Après le tirage d'une tombola, consistant

DERNIÈRE HEURE

ENCORE une tentative de sabotage sur la voie ferrée

Un silex placé dans une aiguille

Rouen, 13 juin. — Une tentative de sabotage a été commise cette nuit, à Rouen, sur une voie de raccordement des lignes des quais avec la gare du Nord.

Un train de 33 wagons de charbon, précédé en avant d'un conducteur à pied muni d'une lanterne, allait franchir une aiguille, quand le conducteur remarqua la position anormale du levier. Il fit au mécanicien les signaux d'arrêt. La machine et 8 wagons s'engagèrent néanmoins sur la voie de droite, les 25 wagons sur la voie de gauche, sans qu'il y eut télescopage ni déraillement. Un fort silex avait été placé dans l'aiguille.

L'enquête faite par des techniciens, a établi que ce sabotage n'avait pu être préparé que par au moins deux hommes de métier.

Une inculpation pour un précédent acte criminel

Castres, 13 juin. — Dans la nuit du 3 au 4 juin dernier, un disque placé à deux kilomètres en avant de la gare de Saint-Félix (Haute-Garonne), sur la ligne de Castres à Castelnaudary, a été saboté. Heureusement, l'acte criminel fut découvert avant le passage du premier train de voyageurs.

A la suite d'une enquête menée par M. Daniel, commissaire de la 8e brigade mobile, Casimir Pistre, 33 ans, repris de justice, a été arrêté et mis à la disposition du Parquet de Villefranche-de-Lauragais.

La livraison des Zeppelins par l'Allemagne

Le « Nordstern » est arrivé à Saint-Cyr

Versailles, 13 juin. — Le zeppelin « Nordstern » qui avait quitté Friedrichshaffen ce matin à 11 h. 30, est arrivé à Saint-Cyr à 20 h. 32.

LA DERNIÈRE CONVERSATION DE M. LOUCHEUR AVEC M. RATHENAU

Le Ministre des Régions libérées a ensuite quitté Wiesbaden

Mayence, 13 juin. — La dernière entrevue de M. Loucheur et de M. Rathenau a eu lieu cet après-midi, vers 14 h. 30. Elle a été très courte et n'a duré qu'une demi-heure.

On y a fixé les conditions dans lesquelles les conversations vont se poursuivre très prochainement à Paris, et en détail cette fois, entre experts français et experts allemands. Nous croyons savoir que ces experts seront du côté allemand, le secrétaire d'Etat Bergman et M. Wolf.

A 17 h. 30, M. Loucheur a quitté Wiesbaden en auto et a été salué à son départ par M. Raux, ancien préfet de police. Vers la même heure, M. Walter Rathenau quittait dans un taxi l'hôtel où il était descendu à Wiesbaden.

LES RÉSULTATS DE L'ENTREVUE

Paris, 13 juin. — On estime au quai d'Orsay que l'objet de l'entrevue Loucheur-Rathenau est parfaitement compréhensible.

Les accords de Londres ont spécifié que les payements de l'Allemagne seraient effectués en espèces. Pour faciliter ces payements et à titre de concession, nous avons le droit d'examiner avec l'Allemagne dans quelles proportions il serait possible de leur substituer des versements en nature.

On a d'ailleurs l'impression que les conversations de Wiesbaden n'aboutiront pas. On en voit un indice notamment dans le fait que M. Rathenau demande que les versements en nature soient déduits des premières annuités, ce qui aurait pour effet d'annuler complètement celles-ci, tandis que M. Loucheur voudrait au contraire que le montant des fournitures soit réparti entre un grand nombre d'annuités de manière à ne pas trop atténuer les payements en espèces dont le besoin se fera sentir pour nous surtout pendant les premières années.

D'autre part, M. Rathenau s'efforce d'attirer M. Loucheur sur le terrain politique, et d'obtenir de lui des engagements au sujet de la Haute-Silésie, chose que le ministre français s'est particulièrement engagé à éviter.

Telles sont quelques-unes des raisons qui font que, dans les milieux compétents, on doute du succès de cette entrevue.

Les réunions du Conseil suprême

L'accord entre les Alliés pour la prochaine n'est pas encore intervenu

Paris, 13 juin. — Aucun accord n'est encore intervenu entre les gouvernements alliés en ce qui concerne la prochaine réunion du Conseil suprême.

La question de procédure n'est pas réglée, l'Angleterre n'ayant pas encore fait connaître son point de vue à propos de la commission des experts.

Le plan du général Le Rond s'exécute en Haute-Silésie

L'établissement d'un cordon interallié entre les Allemands et les Polonais

Sosnowice, 13 juin. — L'établissement de la zone neutre peut être virtuellement considéré comme terminé.

La fermeté du général Le Rond, qui a réussi, d'accord avec tous ses collègues anglais et italiens, à faire triompher l'idée d'un cordon interallié entre Allemands et Polonais, a su imposer l'exécution de ce plan aux deux parties belligérantes.

Du côté polonais, la soumission aux décisions de la commission d'Oppeln a été pour ainsi dire spontanée. La seule condition qu'ait posée Korfanty au retrait des forces des insurgés sur la ligne désignée par le général Le Rond, a été que les Allemands s'exécutent également. C'est seulement dans ce cas que la population polonaise, persuadée de l'impartialité des mesures décrétées par la commission interalliée, s'y soumettra de bon cœur.

Le général Hoefer a donné à ses troupes l'ordre de se retirer des positions qui vont être incessamment occupées par des détachements alliés. Toutefois, cet ordre n'a pas été exécuté sur toute la ligne. Dans plusieurs endroits, notamment dans la région de Gross-Strelitz, les forces allemandes ne manifestent pas l'intention de se retirer. Un nouvel ultimatum leur a été envoyé par le haut commandement interallié.

Deux télégrammes de sympathie à la nation française

De Tokio et de Washington

Paris, 13 juin. — M. Louis Barthou a reçu, de Tokio, du maréchal chef de l'état-major général de l'armée japonaise, un télégramme de remerciements pour l'accueil si chaleureux fait à S. A. le prince impérial.

D'autre part, le ministre de la guerre des Etats-Unis a adressé à M. Barthou le télégramme suivant :

L'armée américaine apprécie au plus haut degré les sentiments et l'attitude de l'armée française vis-à-vis de ses camarades qui reposent en terre de France. En son nom, je vous transmets ses remerciements émus et j'espère que ces sacrifices ne seront pas vains pour apporter au monde une paix durable, ainsi que la bonne volonté entre les peuples. — (Signé): Weeks.

LES ACQUITTEMENTS DE LEIPZIG

AU CABINET BELGE

Bruxelles, 13 juin. — Les ministres, réunis en conseil de cabinet, ont pris connaissance des décisions du tribunal de Leipzig, concernant le jugement des coupables.

Aux termes de l'accord interallié qui a accepté sur ce point des tempéraments au traité de Versailles, les décisions de ce tribunal ne peuvent être considérées que comme des épreuves par lesquelles les autorités allemandes prouveront leur volonté loyale de punir efficacement les crimes dont les Etats belligérants leur ont soumis les éléments.

Il qu'il aura reçu les rapports de ses délégués à Leipzig, le gouvernement belge examinera si cette épreuve, telle qu'elle résulte des premières décisions, peut être considérée comme satisfaisante.

La grève générale en Bavière

La manifestation projetée pour les obsèques du député socialiste Garcis

Munich, 13 juin. — La grève continue sans atténuation à Nuremberg, elle est générale dans la grande industrie et dans les tramways. A Cobourg, elle est presque générale.

La police a interdit aux organisations ouvrières de se réunir à un même endroit pour se rendre aux obsèques du député socialiste Garcis. Elles devront se réunir dans divers locaux fermés et se rendre de là aux funérailles.

Aucun incident n'a marqué les obsèques du député Garreis

Munich, 13 juin. ... Les obsèques de M. Garreis ont été célébrées à 5 heures, au milieu d'une grande affluence de travailleurs.

Le député du Reichstag, Ledebour, a pris la parole, au nom du parti socialiste indépendant. Il a évoqué la mémoire des apôtres du socialisme, depuis Jaurès jusqu'à Garreis. Le député Unterleitner a présenté les condoléances des socialistes français et autrichiens.

Après la cérémonie, les assistants ont regagné la ville en plusieurs cortèges. Les ponts sur l'Isar étaient gardés par la police avec des automobiles blindées et barrés par des fils de fer barbelés de sorte que les manifestants se sont dispersés. Aucun incident ne s'est produit.

A l'Assemblée d'Angora les députés échangent des coups de revolver

Londres, 13 juin. — Les journaux publient un télégramme de Constantinople disant qu'une séance orageuse a eu lieu à l'assemblée d'Angora lors de la discussion de l'attitude des khémalistes vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Des coups de revolver ont été échangés entre les députés. Mustapha-Khemal a menacé de donner sa démission.

Un député communiste chassé de la Chambre italienne

Rome, 13 juin. — La Chambre a repris, cet après-midi, ses travaux.

Avant le commencement de la séance, au moment de l'entrée dans les couloirs de la Chambre du député communiste Misiano, les députés fascistes présents se sont rués vers lui, l'obligeant à sortir. Un grand vacarme s'en suivit. Le calme ne revient qu'après le départ du député communiste.

Les droits de douane entre la France et la Belgique

Les récentes démarches de M. Jaspar à Paris

Bruxelles, 13 juin. — Les démarches faites récemment à Paris par M. Jaspar, ministre des Affaires étrangères, ont eu notamment pour résultat de faire exclure les armes des articles belges auxquels est applicable l'élévation des coefficients des droits d'entrée.

Les fabricants belges et français se réuniront prochainement pour trouver une base d'entente.

Triple accident mortel d'aviation au Brésil

Buenos-Ayres, 13 juin. — L'aviateur Percy Greenwooh, ancien capitaine de l'armée anglaise, effectuait un vol avec deux passagers. L'appareil est tombé; le pilote et les deux passagers sont morts.

COURTES DÉPÊCHES

— Le contre-amiral Le Vavasseur remplace au commandement de la seconde division de l'escadre de la Méditerranée reconstituée, le contre-amiral Violette.

— Tout en conservant pour défenseurs Mes Ernest Charles et Cuvillier, Mme Bessaraho a obtenu que Me de Moro Giafferi prenne sa défense devant le jury.

— La seconde session du Congrès national du Livre, s'est ouverte, lundi après-midi, au Cercle de la Librairie, sous la présidence de M. Millerand. Des discours ont été prononcés par M. Daniel-Vincent, ministre du Travail, et M. Millerand.

— Le roi Constantin est parti pour Candelio. Il se rendra de là sur le front d'Asie Mineure.

— M. Briand a reçu, hier après-midi, MM. Barthou et Doumer, au sujet du budget de la guerre; MM. Marraud, Paisant et Léon Bérard, retour de Wiesbaden, et M. Jonnart.

— Le Pape a présidé un Consistoire secret. Il a prononcé une brève allocution dans laquelle il rappela ses anciennes inquiétudes au sujet des événements de Palestine.

— M. Le Trocquer, ministre des Travaux publics; M. Rio, sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande, venus au Havre, se sont rendus à bord du paquebot « Paris », ont visité le port et les chantiers de constructions navales, puis ont été reçus par la Chambre de commerce.

— Un dîner a été offert au Cercle interallié en l'honneur de la mission française qui va se rendre au Can